

28 mai 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la construction européenne, à Paris le 28 mai 2013.

Monsieur le Directeur,

Je vous remercie pour votre accueil, ici, dans ce lieu qui me rappelle beaucoup de souvenirs d'étudiant, de professeur, de conférencier. Mais je n'y étais pas venu depuis des années, pour ne pas dire depuis des décennies. Je mesure donc, rien que pour cela, l'importance de ce colloque ! Je veux remercier Monsieur BERGGRUEN pour l'initiative qu'il a prise, pour le dévouement qui est le sien et pour sa capacité exceptionnelle de rassembler autant de personnalités. Je ne les citerai pas toutes, elles sont nombreuses : personnalités françaises, allemandes, italiennes, espagnoles, grecques et tant d'autres et des membres de gouvernement, le Président du Parlement européen et Jacques DELORS qui est en soi le symbole de « l'Europe heureuse ».

L'Europe, aujourd'hui, n'est pas heureuse. Elle doute d'elle-même, elle vit une crise, elle connaît une récession et s'interroge même sur son projet. C'est le sens de votre rassemblement d'aujourd'hui : comment définir de nouvelles étapes ? Comment redonner confiance dans des institutions qui ne sont pas en cause ? Dans des gouvernements dont la responsabilité peut et c'est normal être engagée ? Comment faire pour que les instruments qui ont été mis en place puissent être utilisés au mieux des intérêts de chaque nation et de l'Europe ? C'est aujourd'hui notre objectif.

Depuis un an, il y a incontestablement eu des progrès. La zone euro qui était regardée comme pouvant éclater d'un jour à l'autre a retrouvé, à défaut de sérénité, tout au moins une stabilité. Des pays qui semblaient vulnérables et dont on s'interrogeait même sur leur présence dans l'Union monétaire sont toujours là. Des redressements parfois spectaculaires de comptes publics ont été engagés, mais au prix d'austérité douloureuse pour les peuples concernés. Des instruments ont été introduits. La Banque centrale européenne elle-même a redéfini sa doctrine. Le calme est revenu sur les marchés.

Il y a même une confiance qui s'est retrouvée. Ce qui permet aujourd'hui à la Commission européenne de modifier ses objectifs, en tout cas de corriger un certain nombre de trajectoires, sans que cela soit compris comme un relâchement des disciplines. Voilà ce qui pourrait aujourd'hui nous satisfaire, nous rassurer, nous convaincre que nous sommes sur la bonne voie. D'un certain point de vue, je lui dit, une étape a été franchie dans l'approfondissement de l'Union économique et monétaire.

Mais, dès lors que notre continent vit globalement une récession et que la zone euro connaît, depuis près de trois ans, une croissance quasi nulle et que des pays eux-mêmes ont connu un déclin et que le chômage s'est installé à un niveau exceptionnellement élevé, notamment celui des jeunes et tout cela nous conduit à évoquer les prochaines étapes. L'essentiel, aujourd'hui, c'est le retour de la croissance, de la confiance, mais surtout de l'espoir.

Chaque Etat, bien sûr, doit assumer ses responsabilités. Ce serait trop commode, comme cela a pu se faire par le passé, de renvoyer vers l'Europe ce qui relève de notre propre initiative, à savoir : l'assainissement des comptes publics et l'amélioration de la compétitivité et le choix de l'innovation et l'investissement dans la connaissance. Ne demandons pas à l'Europe ce que nous avons à faire. C'est notre propre responsabilité, en tout cas celle qui aurait dû être mise en œuvre, depuis des années, pour un pays comme la France.

années, pour un pays comme la France.

Mais en même temps nous savons que les meilleures politiques dans chaque pays ne peuvent pas nécessairement conduire à un optimum au niveau européen. Il y a donc des initiatives à prendre au niveau de l'Europe. C'est pourquoi j'en ai proposé une à travers le renforcement du gouvernement économique.

C'est vrai que l'idée n'est pas nouvelle. Elle avait été lancée par Jacques DELORS au moment même où le euro était introduit et où il était admis qu'en face de la Banque centrale, il devait y avoir un gouvernement économique, avec une capacité d'action, pour coordonner les politiques économiques, pour faire que les pays qui sont en excédent soutiennent davantage leur demande intérieure, que ceux qui sont en déficit puissent avoir le temps nécessaire mais également la stimulation indispensable pour redresser leurs comptes ou leurs balances commerciales. Un gouvernement économique pour harmoniser la fiscalité, pour trouver des standards sociaux qui permettent une convergence. Cette idée, elle est encore plus nécessaire, plus opportune aujourd'hui.

Nous pouvons même aller plus loin. Le gouvernement économique devrait avoir la capacité budgétaire. Certains s'en inquiètent, y compris au niveau du Parlement européen : il ne s'agit pas de soustraire du budget européen ce qui serait de la capacité des pays de la zone euro. Il pourrait s'agir de créer des fonds spécifiques pour la zone euro, alimentés, par exemple, par des taxes affectées.

Prenons un exemple, la taxe sur les transactions financières : onze pays de la zone euro ont décidé de l'introduire, l'Allemagne et la France notamment. A nous de réfléchir à la meilleure affectation de ce prélèvement, qui pourrait donc être consacré à un certain nombre d'actions et, pourquoi pas, à l'emploi des jeunes.

Après il y a le débat qui continue d'être mené au niveau européen sur la possibilité de lever l'emprunt. A terme, une fois que l'Union économique et monétaire aura été approfondie, cette proposition reviendra forcément.

Mais nous avons aussi à assurer une stratégie d'investissements, notamment sur la transition énergétique. Nous avons d'ailleurs commencé à le faire au niveau du Conseil européen ce mois-ci. Nous avons donc à engager l'initiative pour que nous retrouvions plus de croissance à moyen et long terme par l'amélioration de la compétitivité, l'innovation, une stratégie, je le disais, d'investissements, un gouvernement économique.

Mais en attendant, avant même que nous franchissions peut-être l'étape de l'Union politique qui viendrait parachever l'initiative que j'ai proposée nous devons agir en urgence. Six millions de jeunes sont au chômage en Europe. Mais quand on regarde de près les chiffres, il y en a près de 14 millions qui sont sans travail, qui ne suivent pas d'études, qui ne sont pas en apprentissage et qui appellent, de notre part, une solidarité.

La génération de l'après-crise, appelons-la comme cela, viendra demander des comptes, toute la vie durant, aux gouvernants d'aujourd'hui en rappelant que la génération de l'après-guerre, la mienne, a eu de l'Europe le soutien nécessaire, l'espoir que nous pouvions trouver, après les études, un métier, un emploi, bref de pouvoir réussir sa vie.

Est-ce que nous pouvons laisser à la génération d'aujourd'hui cette absence de perspectives, cette rancune, cette rancœur à l'égard des gouvernants et de l'Europe ? Ce qui est en cause ce n'est pas simplement une colère, c'est une rupture. Une rupture d'une génération à l'égard des précédentes. Ce qui est en cause ce n'est pas simplement une sanction de gouvernants d'un moment, c'est l'éloignement même des citoyens par rapport à la construction européenne. Ce qui est en cause, c'est l'idée de l'Europe. Non pas que chacun ait imaginé que l'Europe devait subvenir à tous les besoins, mais c'est l'idée néanmoins d'une Europe qui doit être une Europe d'espoir et de protection. Nous avons donc, aujourd'hui, à répondre à cette exigence.

C'est l'initiative pour l'emploi des jeunes, là encore, qui a été prise, et j'en remercie tous ceux qui y ont participé. Déjà dans le projet de budget européen, qui n'est pas encore approuvé par le Parlement j'essaie de convaincre Martin SCHULZ ! il y a six milliards d'euros qui ont été dégagés pour l'emploi des jeunes. Enfin, six milliards d'euros sur cinq ans !

La première proposition que je fais, c'est donc que nous pourrions, non pas anticiper le versement

le budget n'est pas voté mais déjà préparer l'engagement de ces fonds là pour que, très vite, les Etats et les organismes compétents puissent mobiliser ces fonds et faire en sorte que, dans les régions où le taux de chômage est supérieur à 25% ce qui fait plusieurs régions en Europe nous puissions avoir l'exécution, la mise en œuvre de ce plan.

Deuxième proposition : le Conseil européen a adopté l'idée d'une garantie pour la jeunesse. De quoi s'agit-il ? De faire en sorte que, quatre mois après la sortie pour un jeune d'une formation, de l'école, de l'université, une solution puisse être proposée : soit un emploi, soit une formation, soit un apprentissage, soit même un stage. Le principe est excellent. Mais est-ce que l'on a organisé, aujourd'hui, la mise en œuvre de cet objectif ? Nous devons le faire dès à présent.

Je veux aussi que nous puissions traduire le programme ERASMUS pour permettre la mobilité de tous les jeunes, pas simplement les étudiants, aussi les apprentis. C'est l'ERASMUS de l'alternance. Grande idée qui fait que chaque jeune quelle que soit sa condition sociale, quel que soit son lieu de formation puisse se dire qu'il va faire une partie de son parcours de qualification dans un pays européen différent du sien. Là encore, les fonds existent, mobilisons les.

Et puis, il y a l'emploi qu'il convient de créer. Quels que soient les dispositifs nous en connaissons ici en France : emplois d'avenir, contrat de génération le ministre du Travail est mobilisé chaque jour pour en amplifier encore la mise en œuvre.

Mais au-delà du dispositif que nous pouvons créer, ce dont nous avons besoin, ce sont des entreprises qui puissent proposer des emplois d'aujourd'hui et de demain. C'est la seconde direction que je souhaite que nous prenions.

Trop d'entreprises ont du mal à accéder au financement, trop de créateurs, y compris dans les quartiers les plus populaires de nos villes en Europe, sont dissuadés, découragés, freinés dans leur possibilité d'initiative. Alors, il convient de mobiliser les financements.

Il y a la BCE qui doit apporter plus de liquidités. Elle est indépendante, je me garderai donc bien de lui donner des conseils ! Ce n'est d'ailleurs plus l'affaire des taux d'intérêts : les taux d'intérêts sont faibles. C'est une affaire d'accès pour les entreprises aux crédits. Et notamment pour les pays qui sont les plus vulnérables pour accéder à la liquidité.

Et puis, il y a la BEI, tout le monde regarde vers elle. Chacun espère que la manne soit là, que la ressource soit disponible. D'un certain point de vue, c'est vrai puisqu'il y a un an, un pacte de croissance a été décidé par les chefs d'Etat et de Gouvernement : 120 milliards de euros, avec la recapitalisation de la BEI.

Mais l'Europe ressemble, de ce point de vue, à la France, et la France à l'Europe. Entre le moment où l'on prend une décision et le moment où elle s'applique, il y a le temps, le temps de la réflexion, le temps du contrôle, le temps de la suspicion. Est-ce que ces fonds-là vont bien être engagés, bien dépensés ? Et pendant ce temps-là, on engage et on ne dépense rien.

Aujourd'hui, il y a la volonté de mobiliser les fonds de la BEI par des garanties, par des lignes de crédits spécifiques dans les bassins d'emplois, particulièrement touchés par le chômage des jeunes. Là aussi, faisons preuve d'imagination, allons vite !

Dans la bataille, le temps est le facteur décisif. Entre une bonne et une mauvaise décision, il y a effectivement des choix politiques. Mais dans le temps que l'on met à exécuter une décision, il y a des choix essentiels sur le plan technique et qui deviennent des choix politiques. Aller vite est le premier objectif quand il y a urgence et il y a urgence sur le chômage des jeunes.

Nous sommes d'accord avec la Chancelière Angela MERKEL pour parvenir à un véritable plan pour l'emploi des jeunes, dès cette année. C'est une initiative importante qu'Allemands et Français ont décidé d'engager. La Commission européenne est mobilisée, elle fera ses propositions au Conseil européen. Le Parlement européen lui-même est conscient de sa propre responsabilité. Bref, les institutions européennes, les chefs d'Etat et de Gouvernement, la France et l'Allemagne, nous sommes d'accords. Alors, si nous sommes d'accords, faisons-le !

Le Conseil européen se tiendra au mois de juin. Je souhaite qu'il puisse être saisi de ce plan pour l'emploi des jeunes. Le 3 juillet se tiendra une réunion à Berlin avec l'ensemble des ministres du Travail et de l'Emploi. Je crois que c'est la première fois que ce rassemblement a lieu. Des ministres de l'Economie et des Finances qui se réunissent, cela on en a l'habitude. Mais des

ministres de l'Emploi, peut-être que cela donnera de l'imagination !

C'est le 3 juillet. Angela MERKEL présidera cette réunion, j'y serai également présent ainsi que la présidente de la Lituanie qui assurera la présidence tournante de l'Union européenne. Je pense que c'est là que nous aurons aussi à donner une nouvelle ampleur à ce plan pour les jeunes.

Mesdames et Messieurs,

Votre colloque n'arrive pas à n'importe quel moment. Il est, en définitive, la première étape, puisque vous avez voulu les définir, d'une offensive. Une offensive pour l'emploi des jeunes. Cette offensive, elle part aujourd'hui avec l'initiative qui va être présentée. Elle doit, notamment au Conseil européen, trouver une ampleur attendue par beaucoup. A Berlin, soyons capables, tous les ministres rassemblés pour l'emploi, de donner aux jeunes enfin une confiance, une espérance dans l'Union européenne.

C'est en ce sens, M. BERGGRUEN, que vous aurez rendu service à l'Europe bien plus que vous ne l'avez imaginé lorsque vous avez souhaité que ce colloque puisse être fait ici à Paris. Je vous en remercie.